

LA WILAYA EST SECOUÉE PAR DEUX JOURS D'ÉMEUTE

Chlef ne décolère pas

Chlef, wilaya de l'Ouest, couve un brasier. Les émeutes, survenues dimanche, se sont poursuivies hier. De moindre intensité certes, mais suffisamment bruyantes pour maintenir en place un dispositif de sécurité mixte, police et gendarmerie.

Si l'évaluation des dégâts, essentiellement matériels, était toujours en cours hier, les interpellations, elles, se comptent par dizaines. Une soixantaine de jeunes, selon des sources policières, était encore détenue hier.

De notre envoyé spécial à Chlef, Sofiane Aït Ifflis

Après une journée et une nuit particulièrement agitées, Chlef s'est réveillée avec peine. La journée hier a été celle de toutes les incertitudes. Le calme, précaire, il faut le dire, n'a pas survécu longtemps aux premières lueurs du jour. Le temps que des grappes de jeunes, émeutiers de la veille, affluent des agglomérations limitrophes vers le centre du chef-lieu de wilaya.

Disposés à chaque coin de rue et devant les édifices publics, des CNS, équipés comme il se devait en pareille situation de tension extrême, se sont contentés, les premières heures, d'une présence dissuasive.

Ils n'ont eu à lancer les premières salves de lacrymogènes que vers 10h, lorsqu'un groupe d'émeutiers entrepris d'ouvrir les hostilités. C'était tout près de l'imposante bâtisse qui fait office de siège de daïra.

Aux jets de pierres, les CNS répliquèrent par une esquisse d'assaut, appuyé par le lancement de quelques grenades lacrymogènes. C'était suffisant pour faire avorter le sacca-ge du siège de la daïra. Les émeutiers ne s'avouèrent pas pour autant vaincus.

Le temps de s'engouffrer dans une autre ruelle pour échapper aux gaz lacrymogènes qu'ils échauffaient un autre assaut contre un autre édifice public. Les échauffourées

se sont concentrées au centre-ville sur la principale artère, la rue Emir Abdelkader, là où la veille, le gros des édifices publics a été saccagé. Emeutiers, CNS et gendarmes jouèrent ainsi au chat et à la souris jusqu'en début d'après-midi. La ville se vidait petit à petit des masses grouillantes qu'elle avait accueillies la matinée.

Les commerces avaient baissé rideau dès la première confrontation émeutiers-CNS. Les affrontements eurent par la suite comme arène l'agglomération limitrophe dite «El Firma», à la sortie de la ville, sur la route de Ténès. Des scènes mettant aux prises des CNS, à l'excitation ostentatoire, à des jeunes survoltés durèrent jusqu'à aux environs de 15h.

La petite localité retrouva graduellement son calme mais entretemps, elle aura vu le bureau de poste entièrement saccagé, ses rues jonchées de pierres et de douilles de grenades lacrymogènes. Quelques nuages de fumée se soulevaient encore par endroits. C'étaient des restes de pneus brûlés qui se consumaient.

La plaie s'ouvre de nouveau

Sinistrée par le séisme de 1980 qui a ravagé la cité que fut El Asnam et meurtrie par le terrorisme durant la décennie dite noire, Chlef n'a pas trouvé auprès de l'Etat la médication qui



Un calme précaire.

aidera à la cicatrization de ses plaies. Sa douleur ravivée, elle l'exprime aujourd'hui par l'émeute. Une émeute qui se veut un cri de détresse face à une situation devenue intenable pour la majorité des citoyens qui y vivent, plutôt survivent.

«On croule sous le poids des problèmes et personne ne nous écoute», lance un jeune à peine sorti de l'adolescence, avant de se débarrasser de la pierre qu'il tenait dans sa main en direction des CNS en position en contrebasse de la rue Emir Abdelkader. Un autre jeune s'approche et lance un cri de détresse : «On est comme morts, personne ne se soucie de nous. L'administration se barricade pour ne pas nous entendre gémir.

On n'en peut plus.» Le président de l'association de quartier Al Boqaâ, appelé aussi Ben Hlima, à cinq minutes en voiture du centre-ville, a le dépit aussi entier. «Venez voir dans quelles conditions nous vivons.

Venez voir les égouts à ciel ouvert, l'état de ce qui fait office de route. Je ne

vous parlerai pas du chômage qui nous tenaille. Face à cela, l'administration n'affiche que mépris à notre égard.» La commune de Al Boqaâ a vécu l'émeute jusqu'à 22h.

Les gendarmes dépêchés pour y faire face ont eu fort à faire, tant les émeutiers avaient un trop-plein de malice à vider. Elle respira les gaz lacrymogènes la nuit durant comme la commune d'El Chettia qui, elle aussi, a vécu une nuit d'émeutes. Une émeute cependant plus violente, puisque le bureau de poste et la recette principale des impôts furent incendiés.

Un procès qui met le feu aux poudres

Dimanche devait avoir lieu le procès du président de l'Association des sinistrés du séisme de 1980, qui devait répondre d'une plainte pour diffamation introduite contre lui par le wali de Chlef. Selon des témoignages recueillis sur place, les citoyens venus assister au procès et témoigner par leur geste une solidarité à Mohamed Yakoubi n'ont pu accéder à la salle des audiences.

Il n'en fallait pas plus à un policier un peu sur les nerfs pour que l'émeute prenne naissance. Dans leur furie, les émeutiers s'en prirent à tout ce qui symbolisait la présence de l'Etat. Mais pas seulement. Le siège de la représentation de l'opérateur de téléphonie mobile Djazzy dans la wilaya a vu sa devanture toute de verre voler en éclats.

La Banque extérieure d'Algérie (BEA) a connu un pire sort. Là, le feu a véritablement pris, également au niveau de la Direction des mines ou, affirme-t-on, six véhicules ont été incendiés.

Le musée, le siège d'Algérie Télécom, la gare ferroviaire, la Direction de la formation professionnelle n'ont pas échappé à la fureur juvénile. Le long des principaux boulevards, pierres, débris de verre jonchaient encore l'asphalte. Des poteaux d'éclairage public ont été endommagés. Avec ses commerces et ses administrations fermées, Chlef offrait un spectacle de désolation.

Les dégâts sont importants. Ils n'ont pas encore été évalués officiellement

mais ils se chiffreront aisément en centaines de millions de dinars. Voilà une dépense que les collectivités locales devront encore supporter.

Elles qui déjà n'arrivent pas à solutionner des problèmes vieux de 28 ans. En effet, des milliers de citoyens continuent à s'agglomérer dans les 20 000 baraquements mis à la disposition des familles sinistrées de 1980.

L'espoir d'améliorer le vécu dans ces favelas algériennes a été de courte durée. La loi de finances 2007 prévoyait en effet l'octroi d'une aide à la construction pour les sinistrés de Chlef, Tissemsilt et Tiaret.

Cette dernière a été arrêtée à un million de dinars, assortie d'un prêt bancaire d'un même montant avec un taux d'intérêt bonifié et ne dépassant pas les 2%.

Cette disposition de loi n'a pas eu le temps d'être appliquée qu'elle s'est vue carrément supprimée dans la loi de finances 2008. Cela n'est pas étranger à cette expression de violence. Les émeutiers de Chlef disent en avoir assez supporté.

Ils réclament aujourd'hui le départ du wali. Seront-ils écoutés ? Bien entendu, ils n'oublient pas de réclamer la libération des jeunes interpellés et l'ouverture, ensuite, d'un dialogue pour la prise en charge des problèmes des citoyens.

Avant-hier, en fin de journée, près d'une centaine d'interpellés ont été relâchés au titre d'un geste d'apaisement.

Une soixantaine étaient encore détenus hier. Chlef n'est pas définitivement immunisée contre la poursuite des émeutes. La tension était restée perceptible hier en fin de journée.

S. A. I.

LE RCD RÉAGIT :

« Halte à la corruption et à la répression à Chlef »

Après Berriane, Gdyl et Tiaret, la ville de Chlef vient de connaître de violentes émeutes.

Cette explosion est la conséquence directe d'un long pourrissement social qui a laissé en marge des pans entiers de la population, notamment les jeunes.

Ce désarroi, développé sur fond de corruption généralisée, est aggravé par les abus quotidiens d'une administration menée par un wali en poste depuis plus de 6 ans qui n'a de cesse d'entretenir les fraudes électorales et les passe-droits sur fond de tribalisme.

Les émeutes actuelles ont une origine connue :

— Le refus d'exécuter, dans la transparence, une disposition de

la loi de finances de 2007, octroyant une aide financière aux victimes du séisme d'octobre 1980 ;

— la répression opposée à toute vie associative autonome dénonçant l'arbitraire et les détournements des biens publics.

Le respect le plus élémentaire de sa fonction lui commandait de montrer un minimum de disponibilité envers des députés qui avaient reçu à l'APN une délégation de ces associations et qui s'étaient rendus sur les lieux pour mieux appréhender la situation et contribuer à la prise en charge de revendications justes et légitimes dans un climat de sérénité.

Au lieu de cela, ce responsable, perdant toute retenue,

déclare aujourd'hui sur les ondes de la radio locale que «ces graves troubles sont le fait d'un parti venu d'ailleurs et qui ne représente que lui-même».

Ces propos ne sont ni nouveaux ni accidentels. Ils révèlent l'arrogance d'un homme qui n'avait pas hésité à convoquer dans son bureau des candidats du RCD, pour leur recommander de ne pas «se commettre avec un parti dirigé par un Kabyle».

Dénoncée en temps opportun, cette infamie n'avait suscité ni condamnation ni sanction de sa tutelle.

Aujourd'hui que la ville de Chlef vit une situation des plus préoccupantes et que des jeunes arrêtés par dizaines risquent de payer

pour son incurie, le wali sonne le rappel des clientèles issues des fraudes dont il est le maître d'œuvre pour organiser «la riposte» contre les citoyens.

Faute de pouvoir maîtriser ses penchants pour l'arbitraire, il instruit la justice pour procéder à une perquisition dans les locaux du président du bureau régional du RCD. Qu'elle soit mise à exécution ou pas, cette instruction est à la fois le signe d'une irresponsabilité gravissime et le témoin d'un sentiment d'impunité qui éclaire autant sur une gestion opaque et népotique que sur l'exaspération d'une population livrée au mépris et à la misère.

Le RCD exige :

— La libération immédiate et

sans condition de tous les citoyens interpellés ;

— la constitution d'une commission d'enquête sur les véritables origines de ces troubles et leur traitement ;

— un audit sur la gestion de la wilaya de Chlef.

Les événements que vit la ville de Chlef sont la caricature d'une dérive nationale.

Les fraudes électorales mènent inévitablement à l'abus et à la corruption qui génèrent l'explosion sociale.

Il est grand temps de prendre la mesure des risques et des limites de ce système.

Alger, le 28 avril 2008
Le RCD